

BULLETIN DE SUIVI DES MICRO-ENTREPRISES SOUTENUES DANS LA MOUGHATAA DE BASSIKOUNOU EN MAURITANIE



POINTS SAILLANTS

- Amélioration légère de l'épargne et de l'investissement malgré un contexte économique incertain
- Accès au financement limité par l'absence de solutions financières adaptées
- Difficultés persistantes liées aux dettes clients affectant la rentabilité
- Accompagnement des ONG et des institutions locales déterminant pour une inclusion financière durable

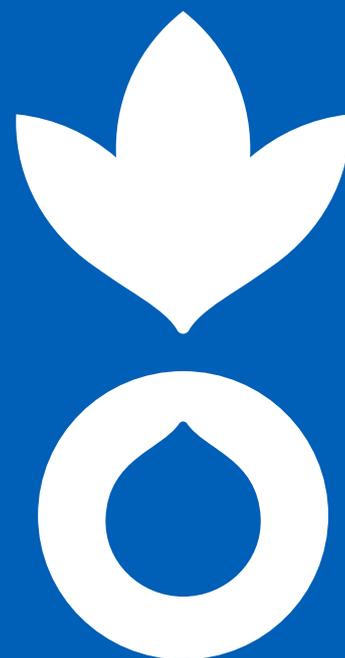


TABLE DES MATIÈRES

Points saillants	1
Introduction.....	3
Sources de Données	3
Plateformes de visualisation et de téléchargement.....	4
Suivi mensuel de la performance des micro-Entreprises.....	5
Statistique sur les entrepreneurs ayant répondu	5
Niveau d'activité des micro-entreprises.....	5
Ensemble des secteurs d'activité	5
Agriculture.....	6
Artisanat	6
Commerce général	7
Élevage	7
Équipement et énergie solaire.....	8
Services	8
Difficultés rencontrées par les entrepreneurs	9
Aides aux micro-entreprises.....	10
Outils de gestion des micro-entreprises.....	11
Épargne et investissement pour le développement des micro-entreprises.....	12
Conclusion	14
Recommandations	14
Informations et contacts	15
Financements.....	15

INTRODUCTION

Ce système de suivi des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou, wilaya de Hod El Chargui en Mauritanie a été élaboré dans le cadre du projet de « Renforcement de la protection et inclusion socio-économique ainsi que la cohésion sociale entre communautés hôtes et réfugiés Maliens en Mauritanie » financé par le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR).

La composante « moyens d'existence et inclusion socio-économique » de ce projet a pour objectif d'améliorer l'accès des communautés hôtes et des réfugiés au tissu économique local, de renforcer leur autonomie financière et leur participation active à leur société.

À cet effet, le HCR a soutenu en 2023, la mise en place de 67 micro-entreprises au camp de M'berra et hors-camp. Afin de garantir la viabilité et le développement durable de ces microentreprises, la mission d'ACF en Mauritanie a développé un dispositif numérique de suivi et d'accompagnement de ces entrepreneurs.

Ce système de suivi numérique par Telerivet est mis en œuvre avec le support technique du bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre (ACF-ROWCA).

SOURCES DE DONNÉES

Les données sont collectées au niveau de 56 micro-entreprises réparties dans la moughataa de Bassikounou et en particulier au camp de M'berra (53 micro-entreprises), mais aussi dans les localités de Bassikounou (1) et de Al Adala (2) (Figure 1).

Les micro-entreprises sont regroupées en 6 secteurs d'activités : Agriculture (2), artisanat (4), commerce général (12), élevage (26), équipement et énergie solaire (10) et service (2).

La fréquence de collecte est mensuelle et le questionnaire est adressé directement et automatiquement aux entrepreneurs par SMS. Ce questionnaire comporte une quinzaine d'indicateurs portant sur l'activité de l'entreprise, sur les ressources humaines, sur la rentabilité de l'entreprise, sur la capacité à honorer les dettes, sur les aides demandées et obtenues, sur la capacité et le type d'épargne, sur les problèmes rencontrés incluant l'approvisionnement et sur la capacité d'investissement.

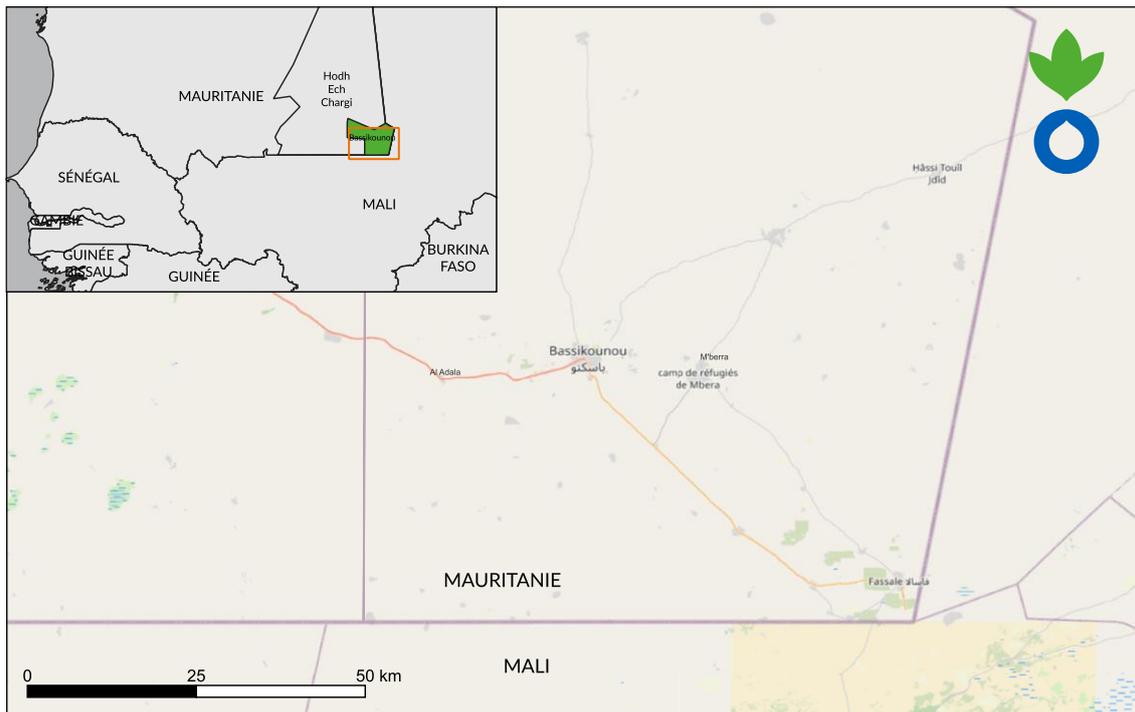


FIGURE 1 – CARTE DE LOCALISATION DES ACTIVITÉS

PLATEFORMES DE VISUALISATION ET DE TÉLÉCHARGEMENT

Un tableau de bord pour visualisation et analyse des données est mis à jour régulièrement et accessible publiquement au lien suivant :

[Tableau de bord de suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Les données collectées sur le terrain sont téléchargeables sur ce lien :
Mauritanie : [Données de Suivi des micro-entreprises à Bassikounou](#)

Ces données sont accessibles librement à des fins humanitaires ou de recherche. L'exploitation commerciale de tout ou une partie de ces données est interdite. Aucune compensation ne peut être exigée en échange de la diffusion de ces données.

Action Contre la Faim (ACF) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (UNHCR) doivent être mentionnés lors de l'utilisation de ces données.

SUIVI MENSUEL DE LA PERFORMANCE DES MICRO-ENTREPRISES

STATISTIQUE SUR LES ENTREPRENEURS AYANT RÉPONDUS

En février 2025, pour ce second mois d'enquête, 27 entrepreneurs réfugiés et membres de la communautés hôtes (développant des activités génératrices de revenus AGR dans le domaine de l'agriculture, l'artisanat, du commerce général, de l'élevage, des services, de la vente des équipements solaires) ont répondu au questionnaire. L'âge moyen de 31 ans, reflète une population relativement jeune et active économiquement avec une légère dominance des femmes soit 55,5% (Figure 2) témoignant d'un engagement significatif des femmes dans le développement économique local, malgré les contraintes socioculturelles et les obstacles structurels.

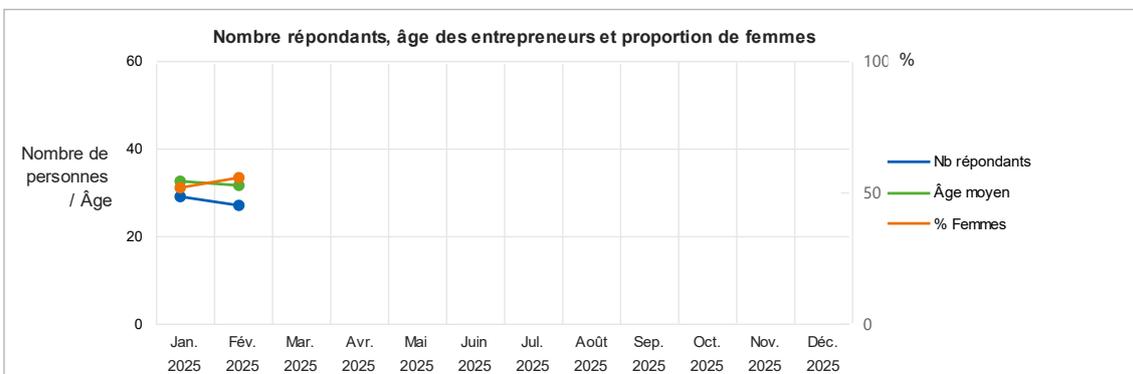


FIGURE 2 - STATISTIQUES SUR LES RÉPONDANTS

L'effectif moyen des micro-entreprises ayant répondu est de 4 personnes (Figure 3).

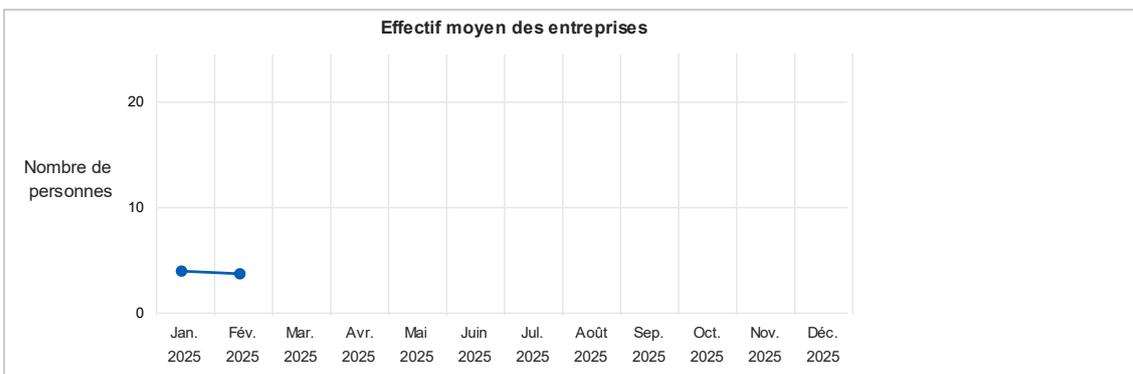


FIGURE 3 - EFFECTIFS DES ENTREPRISES

NIVEAU D'ACTIVITÉ DES MICRO-ENTREPRISES

ENSEMBLE DES SECTEURS D'ACTIVITÉ

Dans l'ensemble, les niveaux d'activité et de rentabilité des entreprises sont jugés par les entrepreneurs de normal (moyen) à bon dont principalement sur les secteurs d'activités comme l'agriculture, services, commerce général et artisanat (Figure 4). Près de 81% des entrepreneurs honorent leurs créances soit une hausse de 12% par rapport au mois de janvier (69%) indiquant une certaine résilience économique, malgré un environnement souvent marqué par l'instabilité et la dépendance aux aides humanitaires.

L'augmentation de la population du camp de M'berra pourrait être une opportunité pour ces entrepreneurs et expliquer la bonne santé de certaines de ces micro-entreprises, par la hausse de leurs offres de biens et services.

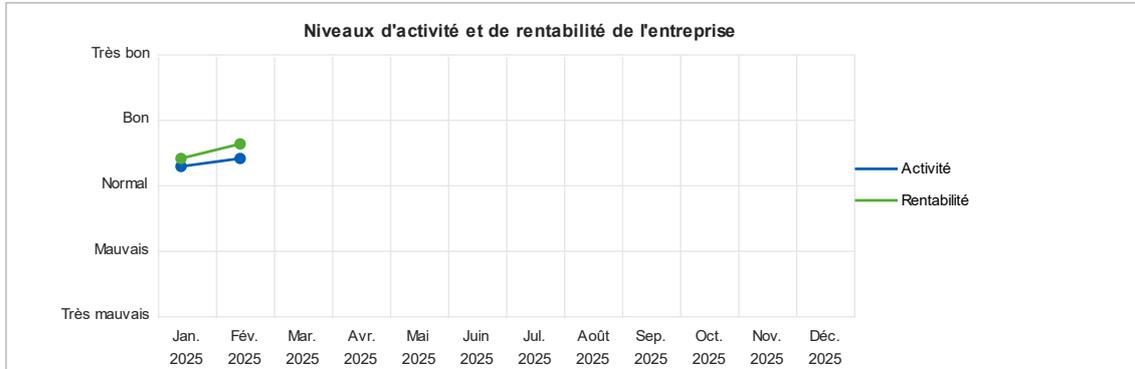


FIGURE 4 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES TOUS LES SECTEURS D'ACTIVITÉ CONFONDUS

AGRICULTURE

Une activité rentable, majoritairement portée par des femmes à travers le maraîchage. Les entrepreneures parviennent à honorer intégralement leurs créances, malgré des défis persistants liés au coût élevé des intrants, à la main-d'œuvre onéreuse et à l'absence d'un système structuré d'épargne. Le manque d'accès au financement supplémentaire limite également leur capacité d'expansion et d'investissement.

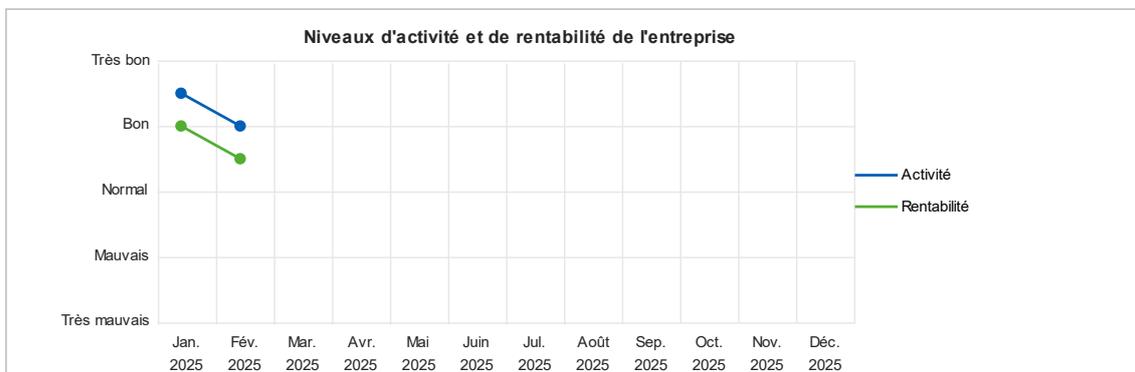


FIGURE 5 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'AGRICULTURE

ARTISANAT

Les micro-entreprises offrant des produits artisanaux à la population présentent une rentabilité moyenne avec une bonne utilisation des outils de gestion et une capacité d'épargne qui favorise le réinvestissement. La formation dispensée par le Centre de Formation Technique et Professionnelle (CFTP) de M'berra et des services financiers ont renforcé les compétences techniques des artisans. Cependant, la viabilité financière reste fragile : les entrepreneurs peinent à honorer leurs engagements, notamment en raison du niveau élevé de la dette des clients et du coût élevé des matières premières. La taille réduite des micro-entreprises (en moyenne trois employés) limite également leur développement.



FIGURE 6 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ARTISANAT

COMMERCE GÉNÉRAL

Les micro-entreprises offrant des produits divers ont connu une marge de progression par rapport au mois de janvier et présentent une bonne rentabilité, avec une gestion rigoureuse des stocks grâce aux carnets de suivi. L'ensemble des commerçants (100%) parviennent à honorer leurs créances en s'appuyant sur des subventions publiques et des fonds privés selon 40% des commerçants, grâce à l'épargne personnelle et le soutien familial pour le reste. Toutefois, ils font face à des défis majeurs : dette des clients, ruptures fréquentes de stock, flambée incontrôlée des prix et accès limité au financement. La forte compétitivité du secteur constitue également une menace importante pour ces micro-entreprises.



FIGURE 7 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DU COMMERCE GÉNÉRAL

ÉLEVAGE

Les micro-entreprises exerçant dans le domaine de l'élevage présentent une rentabilité moyenne, avec 77% des éleveurs capables de rembourser leurs créances ce qui est une nette évolution par rapport au mois de janvier dont le chiffre était de 69%. Ce secteur, dominé par les hommes (62% des entrepreneurs), bénéficie à la fois de ressources internes (épargne personnelle, tontine) et d'un appui externe (subventions des ONG et les banques). Une proportion significative des acteurs réinvestit dans l'activité grâce à l'épargne. Cependant, la dette des clients et la forte concurrence freinent le développement du secteur, dans cette zone.

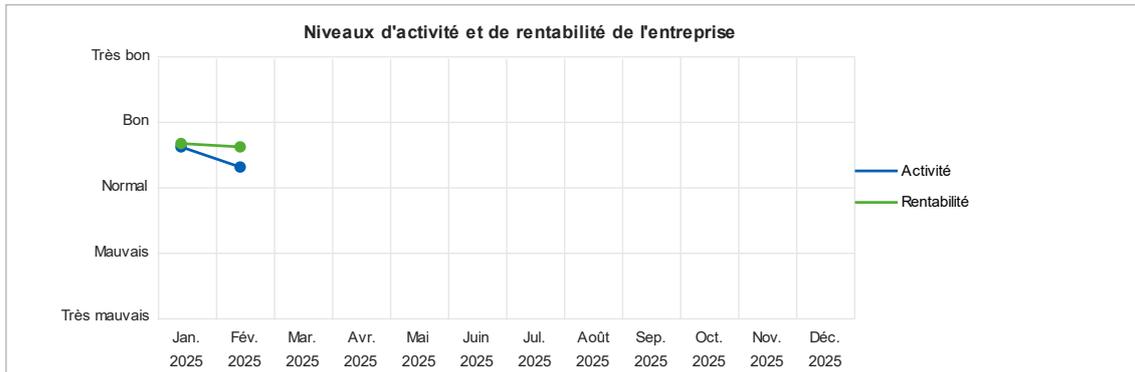


FIGURE 8 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉLEVAGE

ÉQUIPEMENT ET ÉNERGIE SOLAIRE

Un secteur à faible rentabilité car la plupart des entrepreneurs ne parviennent pas à honorer leurs créances, avec 50% de femmes impliquées. La qualité des produits, la saturation du marché et la difficulté à écouler les stocks constituent des obstacles majeurs. La population disposant d'un pouvoir limité pour l'acquisition de ces équipements solaires préfère se tourner vers des produits de première nécessité. De plus, la dépendance aux subventions des ONG pour l'investissement rend ce secteur vulnérable à la pérennisation des activités. Toutefois, ce secteur présente un fort potentiel au camp de M'berra qui n'est pas raccordé au réseau national d'électricité.

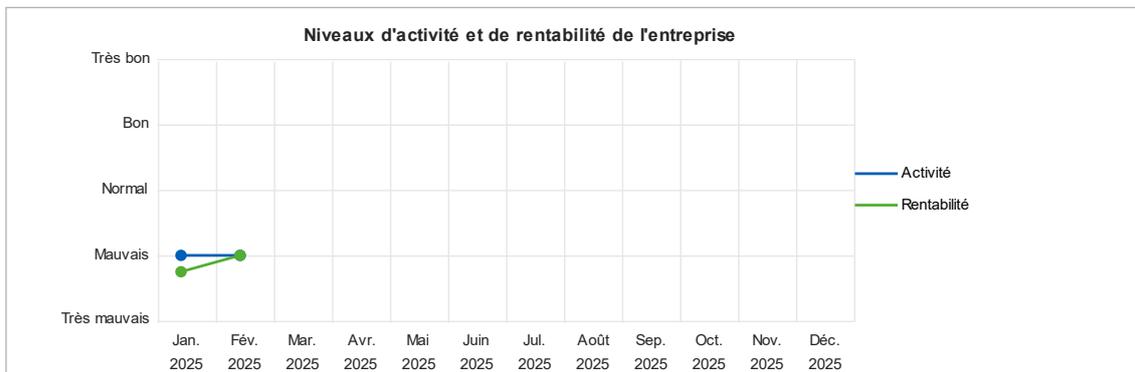


FIGURE 9 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DE L'ÉQUIPEMENT DE DE L'ÉNERGIE SOLAIRE

SERVICES

Ce secteur connaît une bonne rentabilité ce mois de février par rapport au mois de janvier où c'était moyen. La totalité des entrepreneurs réussissent à honorer leurs créances et utilisent des outils de gestion. La présence féminine est paritaire et l'épargne via la tontine traditionnelle permet le réinvestissement. Les principales difficultés rencontrées concernent l'approvisionnement en ressources et l'accès aux financements, limitant ainsi la croissance des activités.

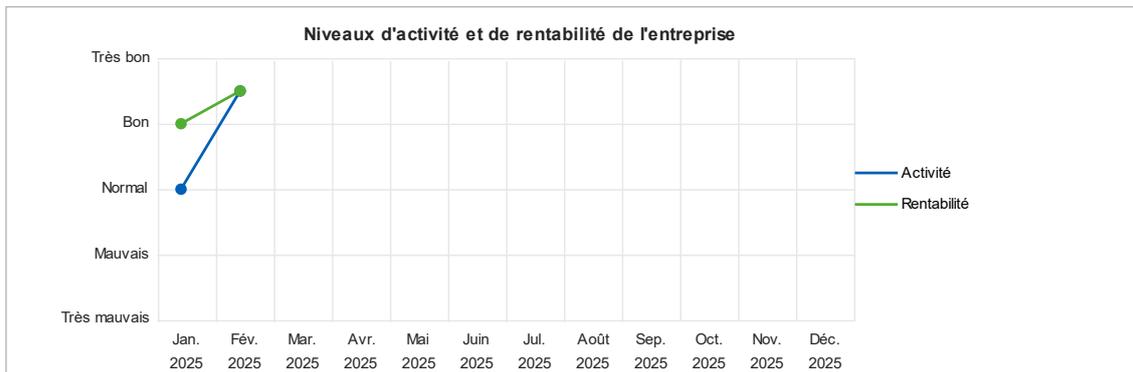


FIGURE 10 - ACTIVITÉS ET RENTABILITÉ DES MICRO-ENTREPRISES DANS LE SECTEUR DES SERVICES

DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRENEURS

Les difficultés rapportées concernant l'approvisionnement en matières premières touchent principalement les prix des intrants jugés élevés par 40% des entrepreneurs, un facteur aggravé par les coûts de transport, la dépendance aux fournisseurs extérieurs, les ruptures de stock et pénuries (8% des entrepreneurs) et la lenteur de la chaîne de ravitaillement des entrepreneurs (8%) (Figure 11) lié au caractère enclavé du camp de M'berra. Près de 52% des entrepreneurs rapportent aucune difficulté liée à l'approvisionnement, s'expliquant par la nature de leurs activités génératrices de revenus notamment dans le secteur des services ou de l'artisanat local moins affectées par ces contraintes logistiques.



FIGURE 11 - DIFFICULTÉS D'APPROVISIONNEMENT

Les résultats de ce suivi montrent que 22% des entrepreneurs ayant répondu au questionnaire rapportent des difficultés liées à la dette des clients une situation courante dans la zone où le pouvoir d'achat est limité et où les mécanismes de crédit informels sont omniprésents alors que pour 30%, les difficultés sont liées au prix de la main d'œuvre trop coûteuse (Figure 12). Par ailleurs, 13% des entrepreneurs rapportent des difficultés liées à l'accès aux financements, ce qui est l'un des freins majeurs à l'expansion des activités économiques et aux investissements. La quasi-absence de structures financières adaptées (microfinance, crédits solidaires) empêche de nombreux entrepreneurs d'investir dans le développement de leur entreprise. De plus, la plupart de ces entrepreneurs n'ont pas d'apport personnel et dépendent fortement des subventions échelonnées du HCR. Ce qui pourrait poser des problèmes de durabilité si ces fonds ne sont pas renouvelés ou débloqués avec des retards.

Près de 9% de ces entrepreneurs se heurtent à une forte compétitivité dans les domaines de l'élevage, des équipements solaires et du commerce général. Cela reflète une saturation du marché local où l'absence de débouchés extérieurs limite les opportunités de croissance.

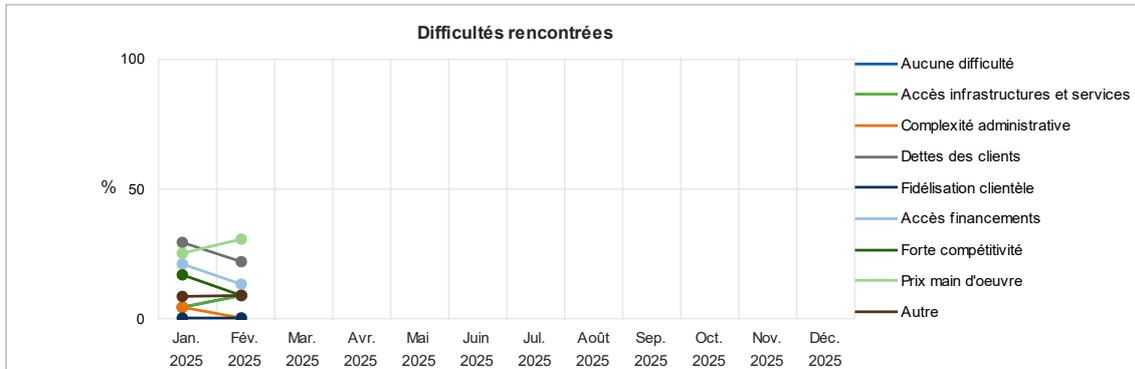


FIGURE 12 – DIFFICULTÉS RENCONTRÉES PAR LES ENTREPRISES AUTRES QUE L'APPROVISIONNEMENT

D'après les résultats de ce suivi, 81,5% soit une hausse de 12,5% par rapport au mois précédent des entrepreneurs déclarent que leurs entreprises parviennent à honorer leurs créances indiquant une relative stabilité financière pour une majorité d'entre eux. Toutefois, 18,5% des micro-entreprises rencontrent des difficultés de paiement (Figure 13) révélant une fragilité structurelle et une dépendance aux cycles de trésorerie souvent irréguliers.



FIGURE 13 - ENTREPRISES EN DIFFICULTÉS DE PAIEMENT

AIDES AUX MICRO-ENTREPRISES

L'accès aux aides pour les entrepreneurs reste fortement contrasté : 44,5% des entrepreneurs n'ont sollicité aucune aide, témoignant une certaine volonté d'indépendance vis-à-vis des financements externes, alors que 26% ont sollicité des subventions d'ONG indiquant qu'une partie des entrepreneurs comptent sur l'appui humanitaire pour développer leurs activités. Par ailleurs, 18,5% ont fait appel à une subvention publique et 4% aux crédits des fournisseurs (Figure 14), ce qui reflète une approche encore limitée du recours aux financements formels.

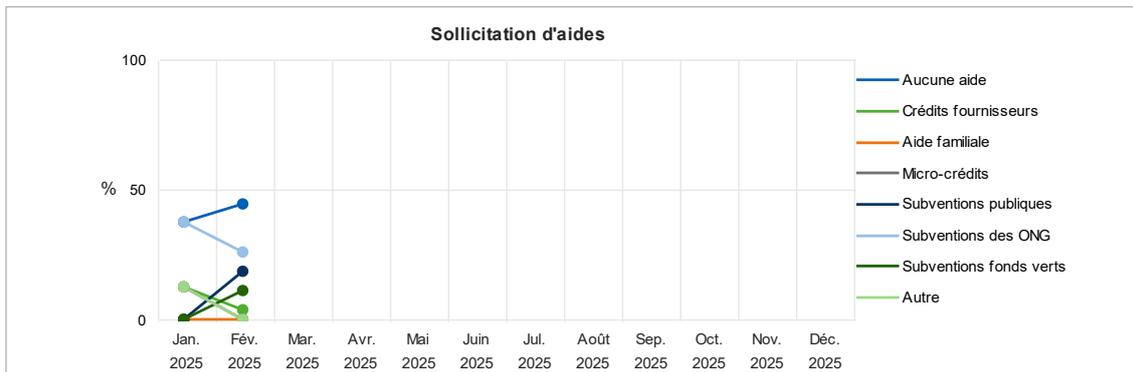


FIGURE 14 - AIDES SOLLICITÉES

Une proportion de 11,5% des entrepreneurs n'a bénéficié d'aucune aide extérieure, ce qui témoigne de leur volonté d'autonomie et de résilience face aux défis entrepreneuriaux. Toutefois, 35% ont pu accéder à une formation technique dispensée par le Centre de Formation Technique et Professionnel (CFTP) ainsi qu'à des appuis issus des Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC). Cette dynamique souligne le rôle important des initiatives locales dans le renforcement des capacités entrepreneuriales et la promotion de l'autonomie financière.

Par ailleurs, l'accès aux services financiers formels progresse de manière significative, avec 27% (contre 4,5% au mois de janvier) des entrepreneurs ayant recours aux banques et aux institutions de microfinance. Cette tendance met en évidence une meilleure inclusion financière, essentielle pour le développement et la pérennité des activités économiques.

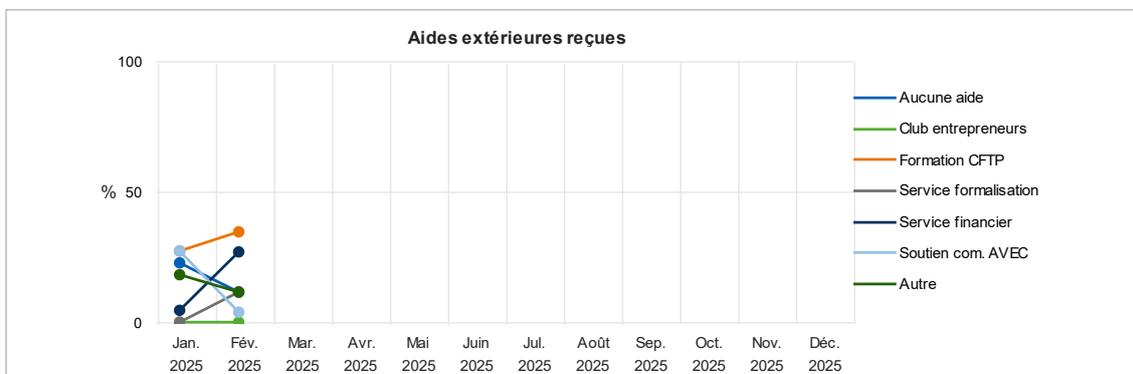


FIGURE 15 - AIDES REÇUES

OUTILS DE GESTION DES MICRO-ENTREPRISES

L'utilisation des outils de gestion constitue un indicateur de la structuration et de la viabilité des microentreprises. Toutefois, une baisse significative est observée, avec 62% des entrepreneurs utilisant ces outils en janvier contre seulement 42% en février. Ce recul fait apparaître des difficultés d'appropriation et de maintien des bonnes pratiques de gestion. De plus, 31% des entrepreneurs possèdent des outils mais ne les utilisent pas, révélant un besoin de formation et d'accompagnement pour optimiser leur gestion et améliorer leur prise de décision stratégique. Enfin, 27% ne disposent d'aucun outil, illustrant un défi persistant en matière d'éducation financière, de formalisation et de structuration des microentreprises.



FIGURE 16 - UTILISATIONS DES OUTILS DE GESTION

ÉPARGNE ET INVESTISSEMENT POUR LE DÉVELOPPEMENT DES MICRO-ENTREPRISES

L'accès à l'épargne et aux investissements varie considérablement parmi les entrepreneurs interrogés. La proportion de ceux ne disposant d'aucune épargne a chuté de 40% en janvier à 15% en février, traduisant une réduction de la vulnérabilité financière et une amélioration relative de leur capacité à faire face aux imprévus. Parallèlement, 38% des entrepreneurs ont adopté un système d'épargne personnelle, enregistrant une hausse de 8% par rapport au mois précédent, tandis que 12% recourent à la tontine traditionnelle.

Cette évolution souligne une relance des mécanismes d'épargne informels et communautaires, particulièrement adaptés aux contextes où l'accès aux services financiers formels reste limité. Ces dynamiques témoignent d'une adaptation progressive des entrepreneurs face aux contraintes financières, favorisant ainsi une meilleure résilience économique.

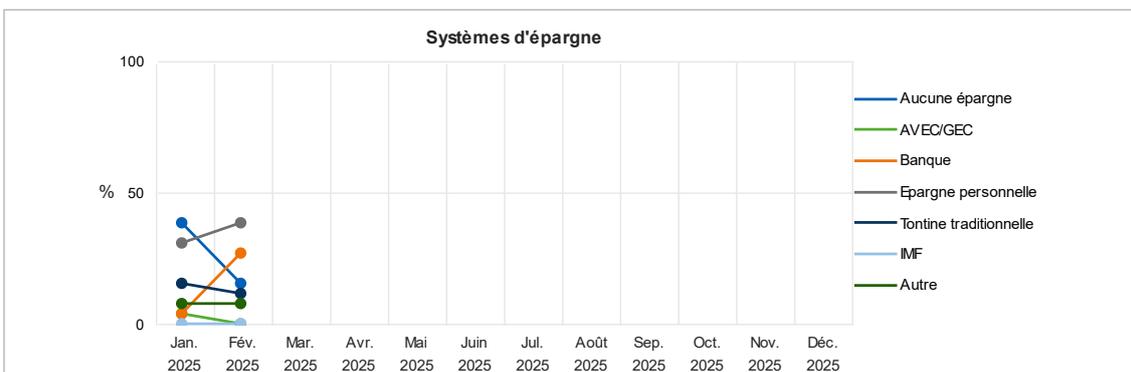


FIGURE 17 - SYSTÈME D'ÉPARGNE UTILISÉ PAR LES ENTREPRENEUR

L'investissement dans les microentreprises révèle des dynamiques contrastées. 30% des entrepreneurs n'ont réalisé aucun investissement, un chiffre en baisse par rapport aux 33% du mois précédent. Cette diminution peut refléter une légère amélioration des capacités d'investissement, bien que des freins persistent, notamment le manque de moyens financiers et un environnement économique incertain, limitant la prise de risque (Figure 18).

Par ailleurs, la dépendance aux subventions des ONG comme source de financement recule légèrement, avec 27% des entrepreneurs y ayant recours, soit une baisse de 2% par rapport à janvier. Cette tendance soulève une question décisive : la viabilité des activités une fois ces aides épuisées. Pour pallier cette incertitude 15% des entrepreneurs s'appuient sur des fonds personnels ou familiaux, mettant en lumière la nécessité de renforcer les dispositifs de financement autonomes et de proximité pour éviter une dépendance excessive aux soutiens extérieurs.

Enfin, 8% des entrepreneurs ont pu obtenir un crédit auprès de leurs fournisseurs, un mécanisme encore marginal mais qui traduit une émergence progressive d'alternatives de financement privées. Cette diversification des sources de financement reste essentielle pour assurer la pérennité et la croissance des microentreprises dans un contexte économique souvent instable.



FIGURE 18 - SOURCES DE FINANCEMENT UTILISÉES POUR LE DÉVELOPPEMENT

CONCLUSION

L'analyse des données de suivi des performances des micro-entreprises dans la Moughataa de Bassikounou de février met en évidence une évolution contrastée par rapport aux résultats du mois de janvier. Si certaines tendances montrent une légère amélioration, notamment en matière d'épargne et d'adoption des outils de gestion, d'autres aspects restent préoccupants, comme l'accès au financement, la rentabilité et la capacité d'investissement.

Malgré un niveau d'activité globalement stable, des défis persistants freinent la croissance des entrepreneurs, notamment les difficultés d'approvisionnement, les dettes clients et l'incertitude économique. Ces écarts de performance sont fortement influencés selon le secteur d'activité, les compétences en gestion et l'accès au marché des entrepreneurs.

Le rôle des ONG et des structures locales demeure important dans l'accompagnement des entrepreneurs, que ce soit par le renforcement des capacités, l'appui en outils de gestion ou encore l'inclusion financière.

Cependant, la soutenabilité des activités après l'arrêt des subventions reste un enjeu majeur, nécessitant une approche plus stratégique et durable.

Pour garantir la résilience et la pérennité des micro-entreprises, il serait impératif de renforcer les mécanismes d'accompagnement et d'adapter les interventions aux réalités du terrain.

RECOMMANDATIONS

Afin de consolider les acquis et d'améliorer la performance et la durabilité des micro-entreprises, les actions suivantes sont recommandées :

- Faciliter l'accès au financement durable en développant des partenariats avec des institutions de microfinance (Jikké, Caisses populaires de crédit et d'épargne CAPEC...) et des banques pour proposer des solutions adaptées aux besoins des entrepreneurs.
- Optimiser les chaînes d'approvisionnement en mettant en place des mécanismes d'achat groupé pour réduire les coûts des intrants et limiter les ruptures de stock.
- Renforcer les compétences en gestion par des formations ciblées sur la comptabilité simplifiée, l'épargne et l'optimisation des investissements afin de maximiser l'utilisation des outils de gestion.
- Promouvoir des alternatives de financement communautaire à travers les instituts de microfinance ou les dispositifs d'épargne collective (les tontines, les AVEC...) pour réduire la dépendance aux aides extérieures.
- Accompagner la structuration des entreprises à travers un mentorat régulier et un suivi technique renforcé, favorisant ainsi la professionnalisation et la pérennisation des activités.
- Améliorer la collecte et l'analyse des données en sensibilisant et en suivant de manière plus rapprochée les entrepreneurs rencontrant des difficultés à répondre au questionnaire de Telerivet, afin d'assurer une meilleure représentativité des résultats et un suivi plus précis des tendances.

INFORMATIONS ET CONTACTS

Pour plus d'informations merci de visiter les sites :

- www.sigsahel.info pour accéder aux bulletins

Pour obtenir plus d'informations sur les données ou les méthodes utilisées, veuillez contacter :

- Aliou Wane (ACF-Mauritanie) – awane@mr.acfspain.org
- Rotam Kameldy (ACF-Mauritanie) – rkamledy@mr.acfspain.org
- Chérif Assane Diallo (ACF-ROWCA) – cadiallo@wa.acfspain.org
- Eve-Marie Lavaud (ACF-ROWCA) – elavaud@wa.acfspain.org
- Erwann Fillol (ACF-ROWCA) – erfillol@wa.acfspain.org

FINANCEMENTS

Ce projet est rendu possible par le financement du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés.

